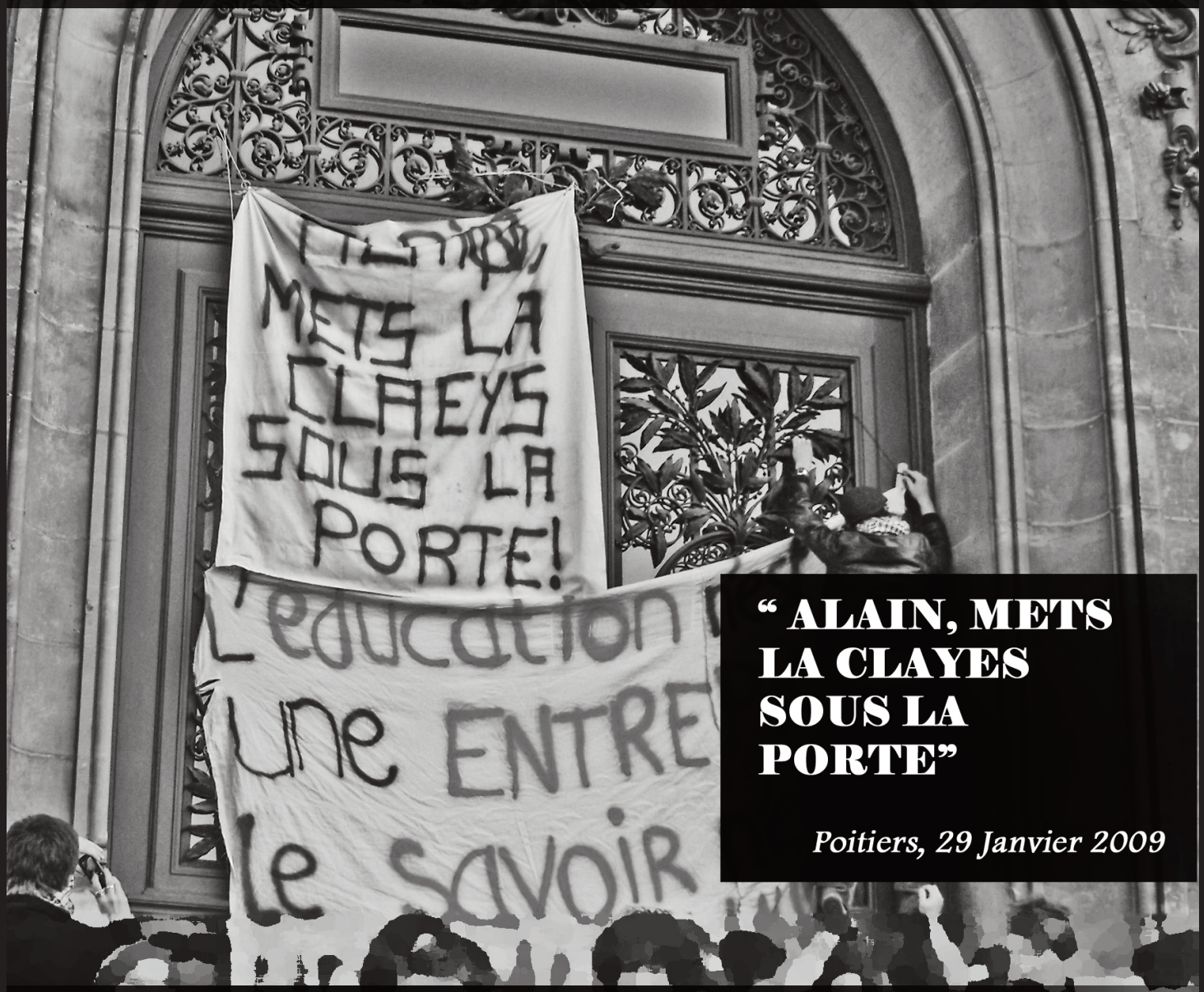
J'AI LE DÉMON

Numéro 1

Mars 2010

oeuvre des dits "Anarchistes" et autres insaisissables

Ce journal est bien entendu à diffuser, reproduire, donner, voler, discuter...



" ALAIN, METS LA CLAYES SOUS LA PORTE"

Poitiers, 29 Janvier 2009

EDITORIAL

Les pouvoirs ne sont jamais totalement certains de leur force. Ils savent que celles et ceux qu'ils écrasent sont imprévisibles, qu'ils ne réagissent pas toujours au moment prévu, avec les méthodes habituelles, qu'ils font même parfois, les salauds, preuve de créativité. Les pouvoirs sont inquiets par nature, et pour faire face aux rebellions qui se manifestent ici ou là, il doivent s'adapter, se moderniser, peaufiner leurs armes. Et pour ce faire il leur faut expérimenter, il leur faut des laboratoires en taille presque réelle, pour tester, disséquer, analyser, brainstormiser, thinktanker... Et à l'évidence Poitiers est un de ces laboratoires.

Il n'aurait pas manqué de terrains pour que les pouvoirs pictaves s'excercent à mener la guerre à Poitiers : contre les licenciements, chez Michelin, contre les fermetures, Fabris, contre la suppression des bureaux de Poste, pour le soutien aux sans-papiers etc. Vous rêvez ! Ce n'est pas leur terrain, ils sont du côté du manche ! La guerre qui les fait jouir c'est celle contre les jeunes, contre les sans-papiers, contre les sdf, contre les anarchistes et révolutionnaires de toute sorte, contre tout ce qui, à leurs yeux, salit la ville aux cent clochers.

suite page 2

SUITE DE L'ÉDITORIAL

Àprès la période d'innovation technologique du futuroscope, c'est l'innovation « ville propre » qui s'expérimente.

Un Préfet et un chef de la police « spécialistes » de la répression en milieu urbain (les « quartiers, comme ils disent) en sont les laborantins besogneux assistés par la droite curaillonne et la gauche bedonnante unis dans un touchant Te Deum à la Gloire de la Boutique et de la rénovation urbaine.

Arrestations et interpellations qui se succèdent, de préférence la nuit, procès en série, injures sexistes de la part des Rambos de zone piétonne, montages et témoignages douteux qui se succèdent de la part de policiers certainement fiers de donner le dernier assaut au Mal, flics dans les bahuts, caméras partout, égalité jamais.

Leur guerre c'est répandre la peur de l'engagement politique, la peur de dire tout haut ce qu'on pense tout bas, la peur de sortir du cocons des institutions culturelles officielles aseptisées destinées à encadrer celles et ceux dont « faut bien que la jeunesse se passe ».

Monsieur Prudhomme dans une ville bonhomme

"Il est grave : il est maire et père de famille
Son faux col engloutit son oreille. Ses yeux
Dans un rêve sans fin flottent insoucieux,
Et le printemps en fleur sur ses pantoufles brille.
Que lui fait l'astre d'or, que lui fait la charmille
Où l'oiseau chante à l'ombre, et que lui font les cieux,
Et les prés verts et les gazons silencieux ?
Monsieur Prudhomme songe à marier sa fille
Avec monsieur Machin, un jeune homme cossu.
Il est juste-milieu, botaniste et pansu.
Quant aux faiseurs de vers, ces vauriens, ces maroufles,
Ces fainéants barbus, mal peignés, il les a
Plus en horreur que son éternel coryza,
Et le printemps en fleur brille sur ses pantoufles. "

Verlaine à 19 ans, « Monsieur Prudhomme »

Dans son communiqué de soutien à la police daté du 11 février, « nout bon maire » socialiste Alain Claeys décrit Poitiers comme une ville « bonhomme » et dont la bonhomie n'était pas morte le 10 octobre. Au passage, il se fait le défenseur des « biens » et de la « tranquillité ». Le silence des pantoufles, la tranquillité de la boutique !

Je ne sais si le matou matoi a ou non une fille à marier, mais s'il en avait une ou deux les « monsieur Machin » prétendants ne manqueraient pas : ce sont ses obligés, les commerçants ! Jadis, la bonne conscience du petit-bourgeois intègre en surface était incarnée par le notaire, le pharmacien ou le ventru marchand de nouveautés. L'enseignant avait souvent, quant à lui, l'œil un peu critique sur cette bourgeoisie provinciale qui montre son cul avant de reprendre l'officine de papa. Mais Claeys, lui, est professeur (et supérieur, en plus !) et se fait protecteur des marchands de draps, de portables, et des Bouygues véreux. L'alliance des « monsieur Homais » et de la culture de gauche, c'est dire !

Bonhomme, le sort réservé à Poitiers (et ailleurs !) aux sans-papiers ; bonhommes, la fermeture des bars, l'omniprésence policière, les réformes de l'enseignement, les policiers dans les lycées et collèges ?

Alors, c'est quoi cette ville bonhomme qui aspire à la tranquillité ? C'est quoi cette ville dont le prédécesseur socialiste, M. Santrot, déclarait que la pauvreté des Poitevins expliquait les faibles marges de manœuvre de la municipalité ? C'est le prototype d'une ville dont les habitants ne sont en effet en moyenne pas très riches (Poitiers est seulement au millième rang des villes françaises concernant les revenus par tête de pipe pictave), mais qui possède une solide bourgeoisie patrimoniale, forte, dense et puissante – 600 foyers y payent l'ISF et déclarent un patrimoine de plus de 1,9 million d'euros –, et qui se situe au 60e rang des villes concernant les gros patrimoines. Une richesse (bonhomme, sans doute, elle aussi) bâtie dans du solide, dans la pierre historique. Un immobilier qui flambe (dans le sens boursier, hélas !) depuis dix ans dans le centre-ville. Un énorme décalage, donc, entre ces Poitevins qui ont du bien, comme on disait jadis (et dont on comprend qu'ils souhaitent la tranquillité !), et les salariés, souvent fonctionnaires pas très élevés dans la hiérarchie et surtout les chômeurs, licenciés ou non. Et autour de Poitiers ? Mignaloux-Beauvoir au 28e rang national des revenus, mais seulement au 2800e par la taille, et une campagne qui meurt et se désertifie.

Bonhomme, n'est-il pas ?

---

* Dans la même veine, la députée Catherine Coutelle avait déjà qualifié de Barbarie ce qui s'est passé le 10 octobre (non, il ne s'agissait pas de l'attitude des flics !) et avait déclaré : « Je souhaite que la ville de Poitiers et les commerçants puissent obtenir réparation de ces saccages. » Décidément, les com' sont la première préoccupation de nos socialos.

SOMMAIRE

- Monsieur Prudhomme dans une ville bonhomme p.2
- Dossier Anti-répression:
  - -considération sur les dynamiques anti-répressives p.3
  - - l'étau répressif qui se resserre à Poitiers p.4
  - - retour sur la manif du 6 février p.5
  - - à propos du comité anti-rep de poitiers p.6/7
- Brèves p.6/7
- Dossier coeur d'agglo:
  - - coeur d'agglo, guerre et paillette... p.8/9/10
  - - destruction bienveillante p.10
- Retour sur la prison de Vivonne p.11
- Rien ne va plus p.12

Considérations sur les dynamiques antirépressives

Au mois de Janvier comparaîtront six personnes dans la lignée des “Evénements” du 10 Octobre où “émeutes” et “saccages” sont venus décorer les paroles, habiter les cris d’une Réaction qui ne dit pas son nom, arborant ici un précieux trompe l’oeil, à l’image de la fresque découverte sur le mur de l’Unité de Vie Familiale de la prison de Vivonne.

Le 5 Janvier à Limoges, le 14 à Poitiers, entre procès et appels, la triste mécanique du système judiciaire se réenclenchera, encore, un peu comme une tentative désespérée de respirer après avoir abondamment bu la tasse, il y a trois mois de cela. Il y a trois mois de cela, 118 détenus se voyaient transférés au centre pénitentiaire de Vivonne, acclamé pour sa modernité, ses filets anti-aérien et son isolement perfectionné. Il était évident que ce genre de choses ne se passerait pas dans un silence béat.

Ce que l’on entend dans l’humanisation de la taule, comme adjectif de sa modernisation, n’est pour nous qu’un approfondissement de ses mécanismes de dépossession. Face à la séparation spécifique de cet enfermement et les dispositifs de gestion qui en découlent, intra et extra muros, il n’y a pas de résignation possible.

Lutter contre les taules, mettre en commun des caisses antirep, se retrouver à un rassemblement ne peut être qu’une simple affaire de soutien, cela se doit d’être un conglomérat d’offensives en tout genre et ainsi, signifier le dépassement d’une léthargie larmoyante, d’une léthargie défensive qui ne peut survivre à ses contradictions.

Ces contradictions, dont le phénomène s’exhibe dans les collectifs citoyennistes tel que “Justice pour tous”, ne sont que la démonstration de leur incapacité à se défaire du schéma d’un système répressif qu’ils critiqueront occasionnellement, se référant alors aux valeurs d’une hypothétique démocratie républicaine, jusqu’à venir pleurer une vraie justice contre les vrais coupables.

L’innocentisme qu’ils portent, celui qui prône le juste bâton, est simplement antagonique avec nos volontés de décupler les puissances traversant l’antirepression, puissances qui se croisent sur les termes d’une conflictualité totale et avouée face à l’Ordre des choses, sans aucune réclamation ou amendement à leur jeu des plus grotesques.

Nous ne voulons simplement rien d’eux. Il n’y a pas d’attitude défensive à tenir, dans l’espoir de reculer un peu moins vite, mais au contraire une nécessité à se mouvoir dans les termes d’une prise en acte de nos forces et des possibilités qu’elles invitent. Les dynamiques de l’antirepression ne sont pas basées sur une quelconque volonté d’apaisement de la conflictualité latente mais bien sur nos capacités à éviter, esquiver et, parfois, affronter la répression comme mécanisme logiquement instruit par ce qui nous est ennemi. L’antirepression n’est pas antirepression. Cette appellation, qui a priori formule une limite propre, se voit dépassée, de fait, par ce que “l’antirepression” représente dans le plan de consistance que l’on se doit de saisir : un point de rencontre. Se retrouver à une réunion, discuter ensemble, rire de quelques situations cocasses face à la police, partager des techniques d’esquive et d’affrontement comme on nourrit notre rencontre de ses forces constitutives.

La mise en pratique, ensemble, dans quelconque situation, de ces techniques désormais communes formule le dépassement de la limite a priori de l’antirepression, qui ne l’est plus seulement de par ce fait-là même.

Alors les choses se tiennent et nous aussi, on se serre, on se tient.

Et ça, ça vaut le coup de le pousser, parce que nous sommes bien trop à savoir que la vie qu’ils nous voudraient, entre Ecole, Prison, Travail, Retraite, Taudis et Vacances, ne doit plus durer et qu’on est bien décidé à la saboter,

coûte que coûte.

(paru début janvier)

Nos fichiers à nous!

Le pouvoir a de tout temps utilisé le fichage des pauvres et des insoumis, les classes dangereuses, comme méthode pour assurer la pérennité de son pouvoir et le bon fonctionnement de son économie. Avec les nouveaux outils technologiques dont ils disposent (ADN, biométrie, portables...) ce fichage, ce contrôle, devient de plus en plus pesant et inquiétant. Et si nous aussi nous disions qui sont nos ennemis? Petit tour d'horizon rapide (et à suivre...) des personnalités en charge de la répression locale!

1) Le préfet Bernard Tomasini

La préfecture a changé de tête : voilà Mr Tomasini. Il est le fils de René Tomasini, ancien secrétaire général de l'UDR (Union pour la défense de la République) qui fut le nom du parti gaulliste à partir de 1968. C'est un personnage clé autour de l'entourage politique de Nicolas Sarkozy. Son père fut le mentor politique du petit Nicolas et un grand collaborateur du gangster/politique Pasqua. C'est d'ailleurs ce dernier qui l'appelera dans les années 80 et lancera sa carrière instutionelle alors qu'il n'était qu'un chef d'entreprise (dont la dernière était une entreprise de sécurité dans la communication...). Il le charge d'abord de missions puis le fait rentrer dans son cabinet. S'en suit alors une véritable ascencion notamment grâce à la renomée et aux relations de Papa dont il récupérera d'ailleurs le poste de conseiller général RPR du canton des Andelys. Sa carrière de préfet commence quelques années après. Il se fit remarquer dans cette fonction pour avoir expulsé le Squat de Cachan (une ancienne Cité Universitaire) dans le Val de Marne (94), un très grand squat de l'époque qui abritait en majorité des travailleurs et travailleuses sans-papiers. Cette histoire lança une polémique dont tout le monde se souvient, c'est d'ailleurs à cette occasion que l'humoriste Gerald Dahan lui permit d'exprimer le fond de sa pensée au grand jour (se faisant passer pour un autre bon ga du coin, De Villiers). Il est une des têtes de gondole du gouvernement dans la traque aux sans-papiers: son intransigeance et son zèle sont bien connus pour chasser et expulser les sans-papiers ; à ce jour d'ailleurs plus aucun sans-papier ne se rend à la préfecture pour ne pas rentrer dans le piège (cf Campagne de solidarité avec les sans papiers et manifestation du 6 février dernier). Et nous avons donc le plaisir de l'avoir comme préfet du poitou charentes depuis le 9 octobre 2008! Désolé de n'avoir pu à l'époque fêter son arrivée comme il se doit et de lui dire tout le bien que l'on pense de sa personne et de sa profession, nous sommes aujourd'hui rassurés en le voyant si bien intégré dans ses nouvelles terres.

2) Le nouveau Directeur départemental de la sécurité publique Jean-François Papineau

Depuis cet été on a donc un nouveau directeur départemental de la sécurité publique, autrement dit le patron des policiers dans le département: Jean-François Papineau. On sait que c'est un bon père de famille, sérieux dans son boulot (l'ancien chef de la police ne l'était pas assez peut être?). Un maniaque de la procédure, c'est un fin technicien juriste (c'est ce qu'il dit de lui-même). Il affirme dès son arrivée dans une interview qu'avec lui "la délinquance est sous contrôle" (voir 7 à poitiers, le nouvel hebdo gratuit de droite), il entend bien s'attaquer aux délinquants qu'il considère comme étant d'une "extrême lâcheté " car s'attaquant "aux plus faibles" et se déplacant "par bande pour échapper à la police" (il voudrait donc des délinquants stupides), mais figure aussi dans sa ligne de mire la lutte contre les stupéfiants car pour lui aucune distinction à avoir: la cannabis n'est pas une drogue douce, le simple consommateur ira donc autant en garde à vue que le trafiquant! Ce mec n'a jamais du foutre les pieds à poitiers avant d'arriver... Il assumait cette fonction auparavant à Evry et a été gestionnaire des secteurs de la banlieue sud coté de Grigny à la Grande Borne et du coté de Corbeil-essonnes au Tart-Zoo lors des émeutes en 2005. Ce fut son baptême de feu : coup de fusil de chasse à la Grande borne lors d'un "guet-apens" et des coktails molotov à Evry. Sinon la plus grande peur de sa vie ce fut sur le pont neuf le 10 octobre à Poitiers selon lui… il nous fait bien rire ce Jean francois! La "papinade" risque de durer...

De l'étau répressif qui se resserre à Poitiers...

(texte paru sur internet il y a quelques temps...)

Depuis environ un an, les possibles de nos existences, en ce qu'elles ont de politique, s'amenuisent dans la ville de Poitiers. Dans cette municipalité qui tend à s'aseptiser décret après décret, la proximité entre policiers et toute personne stigmatisée comme suspecte instaure une tension de plus en plus palpable. Gardes à vue systématiques, procès à répétition, acharnement ciblé, pression psychologique et physique personnalisée (pistage, insultes, violences). Le fichage ADN, qui se banalise dans les commissariats, est un outil de plus dans la volonté de soumettre les individus à une surveillance totale. Face à ce procédé insultant qui va chercher jusque dans notre corps le levier pour nous plaquer sur la grille de l'hyper-contrôle, les refus se multiplient, entrainant des peines qui vont parfois jusqu'à du sursis. L'omniprésence policière permet la mise en place d'un tel dispositif, qui semble essentiellement s'abattre sur une population politisée souvent qualifiée de « marginale ». Effectivement, nos existences tentent de défier en permanence cet engrenage gestionnaire, par tous les moyens que nous pouvons inventer afin de s'extraire des cadres prédéfinis. Par nos modes de vie, nous désertons cette mascarade capitaliste qui assouvit chaque jour sa soif de profit au dépens de vies humaines, au nom du « progrès » et de la « cohésion sociale » dans ce système qui se veut sans failles. Nous cherchons à habiter ces failles pour ne pas être un rouage de plus dans le bon fonctionnement des flux marchands et humains. L'acharnement répressif se durcit et vise donc ce type de pratiques pour maintenir cet ordre établi et éliminer toute contestation.

Lors du mouvement étudiant de 2009, un amphi est occupé à la fac de Poitiers. Les principes d'autogestion se mettent en place, créant une dynamique collective. De nouvelles envies naissent suite aux rencontres, aux échanges et aux confrontations des multiples idées qui motivent cette occupation. Le mouvement étudiant se révèle cependant être une impasse au vu des perspectives politiques qui cherchent un nouveau terrain d'expression face à la volonté de récupération des syndicats et autres partis. Il faut viser plus haut, chercher la subversion ailleurs que dans ces murs de consommation du savoir enfermant les cerveaux dans des discours préfabriqués. Après trois mois d'occupation, l'amphi se vide et l'envie d'ouvrir un lieu pour généraliser et approfondir cette lutte se dessine. C'est finalement un squat d'habitation qui s'ouvre. Il est expulsé manu-militari dix jours plus tard, avant même qu'il n'ai pu devenir ce lieu d'échange et d'impulsions révolutionnaires. La justice s'en mêle, il n'y a plus qu'à cracher les billets pour rembourser ce mode de vie qui n'a visiblement pas son mot à dire dans cette société.

Durant toute cette période, le mouvement Anti-pub reprend de plus belle avec la destruction pure et simple des panneaux publicitaires, comme autant de gestes qui s'attaquent frontalement et matériellement à l'expression la plus perverse du capital. La seule raison d'exister de la publicité n'est-elle pas la manipulation de nos désirs, pour qu'ils participent à faire tourner la machine productiviste? C'est sur ces actions là que la répression sera la plus intransigeante. Les procès s'enchainent, les peines sont de plus en plus lourdes, jusqu'à de la prison préventive le temps que ces messieurs pataugent allègrement dans l'enquête. Les activités se calment, les esprits refroidis par cette concentration de mauvaises expériences payées au prix de notre liberté. Guetté-e-s, suivi-e-s, surveillé-e-s, le poids de la justice devient omniprésent, telle une réalité de plomb qui se diffuse dans tous les moments de notre quotidien, une fumée nauséabonde qui s'infiltre dans nos espaces de vie et jusque dans nos amitiés. La protection à tout prix des valeurs de propriété privée et de libéralisme se matérialise alors dans l'absurdité des mesures employées, quand à un bris de vitrine est accolée la possibilité de la prison ferme.

Face à nous, les projets ne manquent pas. La construction de la nouvelle prison de Vivonne réveille à nouveau la rébellion que nous portons en nous. Le 10 octobre est donc organisée une journée de lutte contre le système carcéral, qui appelle à débattre et à se rassembler autour de la question de la prison, dans une intention de créer une nouvelle dynamique locale, le tout associé à un appel à une manifestation. Si les objectifs initiaux de cet événement semblent avoir été dépassés dans les actes, puis occultés par le matraquage médiatique qui s'en est ensuivi, c'est malgré tout un ras-le-bol général qui s'est exprimé ce jour là, dans des actes plus radicaux qu'à l'ordinaire. Ce qui résonna alors dans les rues de Poitiers, c'est la rage, la volonté de détruire tout ce qui nous écrase, de liquider ce qui nous opprime, d'anéantir ce qui nous tue à petit feu. Là encore la main de la justice pèse lourd dans un procès spectacle où flotte l'odeur fétide de la corruption. Dès l'annonce de la venue du Ministre de l'Intérieur Brice Hortefeux, il ne faisait aucun doute que les « évènements » de Poitiers allaient devenir pour un temps le nouveau jouet anti-terroriste de l'État policier. Le spectre de « l'ultra-gauche violente » ou de la fantasque « mouvance anarcho-autonome » plane sur ces comparutions immédiates où vont s'enchainer un festival de vices de procédures, des conditions de détention en garde-à-vue aux faux témoignages des flics, le tout orchestré par un procureur sur-vitaminé à la dope ministérielle. On sent clairement la volonté de rattraper l'impuissance des forces de l'ordre lors de la manifestation. Résultat des courses: des peines surdimensionnées pour toute-s les inculpé-e-s...et, ironie du sort, trois camarades qui partent dès la fin de l'audience inaugurer la nouvelle prison de Vivonne contre laquelle nous nous dressions.

Il y aurait bien d'autres choses à dire sur la nébuleuse morbide qui a recouvert les jours et les semaines qui ont suivis le 10 octobre. Ici il s'agit seulement de montrer comment la répression qui s'ensuivit constitue une sorte d'apogée dans l'anihilement de toute résistance politique au sein de notre ville. Notons enfin que ce politique que nous évoquons reçut un ultime coup quand diverses tendances du milieu militant local tentèrent de l'éviscérer des comités de soutien, l'innocentisme devenant la seule « valeur » défendable face au trio crapuleux média-justice-police. Aujourd'hui nous en sommes à aligner les sommes gargantuesques des multiples amendes et dédommagements voués à renflouer les caisses de ceux qui nous oppressent, tandis que sur les corps et les esprits l'épée de Damoclès de la prison pèse comme jamais.

Dès à présent nous appelons toutes les volontés qui se refusent à la résignation à soutenir tou-te-s les inculpés de cette lutte qui se poursuivra malgré l'oppression étatique.

A tou-te-s les opprimé-e-s!
A tou-te-s les révolté-e-s!
Le combat n'est pas terminé!

Quelques partisan-e-s de la lutte en cours...

Retour sur la manifestation du 6 février et son sens actuel

A l'appel de nombreuses organisations, une manifestation de soutien aux sans-papiers de Poitiers (et d'ailleurs) a réuni près de 300 personnes le 6 février, une réussite en soi si l'on se réfère au sujet et à la ville. Une très grande partie des cercles militants poitevins était présente. Le but affiché était d'être solidaire des sans-papiers en dénonçant principalement les nouvelles restrictions administratives « illégales » de la préfecture de Tomasini.

Nous n'allons pas nous offusquer une nouvelle fois de la vieille technique de la provocation employée par les flics. D'ailleurs nous ne nous attarderons pas plus que cela sur les faits de cette journée, cela existe déjà et n'est pas ce qui nous intéresse ici.. Ce qui nous a le plus frappés, ce n'est pas tant l'attitude de la Police poitevine ,que l'objectif politique du pouvoir exécutif local sur le long terme : briser les solidarités tissées ces derniers temps en catégorisant les personnes dans des identités bien fermées afin de réprimer dans le silence et de séparer idéologiquement, par les constructions de la politique classique, ce qui fait corps à un moment donné. D'un point de vue général, c'est la technique presque courante de désignation d'un « ennemi intérieur », ce qui revient plus spécialement ici à créer la division au sein de ce que l'on pourrait appeler le « mouvement progressiste » (à prendre avec des pincettes). Montrer aux « gentils », ceux qui ont l'habitude de rester dans les cadres de contestation laissés par le pouvoir ou qui appartiennent à des « traditions de lutte », qu'il existe dans leur entourage des « méchants » qui ne peuvent que les décrédibiliser ou se servir d'eux.

Il est bien évident que, lors de cette manifestation, ce sont les cercles de militants poitevins qui dans leur ensemble ont étés attaqués.

La stratégie d'attaque, de la préfecture et de la police, est donc celle

> "En voyant ces braves pandores
> être à deux doigts de succomber
> Moi j'bichais car je les adore
> sous la forme de macchabées
> De la mansarde où je réside,
> j'excitais les farouches bras
> Des mégères gendarmicides en
> criant hip hip hip hourra."
>
> **Georges Brassens,**
> ***L'hécatombe.***

de l'épouvantail anarchiste! Celui-ci sert à tout moment. Il est à fuir. C'est un repoussoir car sa radicalité est nauséabonde, son corps et ses gestes sont foncièrement contagieux et délictueux. Il fait rupture avec la bonhommie du citoyen poitevin que portent certains cercles militants. Sa posture justifie tous les dispositifs de contrôle mis en place. Il fait peur et il faut qu'il fasse peur, il lui faut produire de la peur, si artificielle qu'elle soit. Comme l'a rappelé le secrétaire général de la préfecture de la Vienne, tant qu'il y aura des éléments extrémistes (sic) dans des manifestations, il y aura un dispositif dissuasif. Il faudra s'y habituer, c'est la norme désormais depuis le 10 octobre.

En l'occurrence, à Poitiers, le pouvoir cherche à extraire les éléments dits dangereux de ces cercles militants: en effet, le thème de l'antirepression a ouvert un espace politique où se sont retrouvées diverses tendances, de la gauche citoyenne aux anarchistes et autres éléments « extra-parlementaire ». Cette espace, où les différentes forces ont su parfois agir « ensemble », toute proportion gardée, enquiquine le pouvoir, de droite comme de gauche, avec ce que les prises de position, rendues obligatoires par cette répression plus « globale », entraînent de conflits au sein de la coalition de gauche qui détient la mairie (voir à ce sujet les différentes prises de position du maire, du Comité contre la répression des mouvements sociaux, des Verts, du npa, du pc et de personnalités politiques locales). Certes, cette phase répressive, que l'on peut qualifier de véritablement « bourrin », casse des dynamiques, fait peur, nous montre bien que le rapport de forces est bien à l'heure actuelle du côté de la bourgeoisie, mais elle a aussi eu le mérite de rendre visible à beaucoup ce que trop peu de personnes connaissaient déjà (en théorie et en pratique). Tout la bonne conscience de « gauche » est vexée, blessée, se réveille comme un seul homme pour dénoncer des dérives et des abus... mais au-delà de cette réaction attendue il y a aussi l'autre discours, qui fait son chemin. Celui qui depuis toujours dit que la répression a toujours été une arme du pouvoir, que l'état est de par sa fonction une structure répressive, qu'une Justice invite à une Vérité, ici bourgeoise et que cette réalité nous touche nécessairement, en tant que révolutionnaires, de par ses obstacles à savoir ici le trio flics/justice/prison.

Non, il n'y a pas eu de dérives policières cette après-midi-là. Lorsque ce gouvernement exploite, chasse et expulse les travailleurs (ou non) qui ont pour seul tort de ne pas avoir des papiers pour circuler dans la rue, il ne peut que vouloir casser les élans de solidarité qui existent de notre côté. Toutes les prises en actes de cette solidarité, sous toutes les formes possibles qu'elles prennent : du caractère procédurier d'un dosier aux actes de sabotages ciblées (banques, boîtes d'intérim...) sont considérés comme potentiellement terroristes. Il n'y a aucune crédibilité à tenir face à ce pouvoir-là , il est à détruire coûte que coûte...

De toute façon, tant qu'il y aura des frontières, des centres de rétention, il y aura des gens qui tenteront de les franchir, d'autres les CRAmeront, et d'autres seront solidaires en paroles et en actes. Et ce qui changera véritablement la situation actuelle, ce n'est pas une justice plus clémente ou des flics qui tapent moins fort, c'est que davantage de personnes prennent acte et agissent contre ce système en arrêtant d'être spectateur et séparé des dynamques historiques en cours, c'est là le moyen de faire changer la peur de camp.

Quand on vous parle de sans-papier-è-s ou de centre de rétention, vous ne pouvez plus dire « je ne savais pas »...

Nique l'Europe-Forteresse!
Nique le Capital!
Liberté de circulation
et d'installation!
Feu aux centres de rétention!
Solidarité avec les inculpés de l'Incendie du CRA de Vincennes!

Un texte de Grèce, sorti juste avant les manifestations de décembre dernier, qui revient sur les stratégies de « contre-insurrection » mises en place par l'état grec après les émeutes de décembre 2008, explique à plus grande échelle cette technique idéologique : la répression ne s'est pas tellement fait sentir de son côté le plus brut (arrestations, peines...) durant les mois qui suivirent, elle fut beaucoup plus subtile et fit plus de mal au mouvement « anarchiste grec ». Il explique que la manœuvre stratégique de l'Etat grec fut de tenter de séparer « les anarchistes du reste de la société », dans leur lieu de vie comme de lutte (la séparation n'étant pas flagrante, c'est une des forces de ce mouvement). Les « anarchistes grecs » ne sont plus caractérisés comme des individus avec leurs idées mais comme seulement des anarchistes, sous-entendu des personnes nuisant à la cohésion sociale. Cette séparation, spatiale, sociale, idéologique, est une des armes de nos ennemies; des barrières sont donc toujours à abattre, y compris dans nos façons de penser nos rapports au reste du monde social.

Ce texte est disponible à l'adresse suivante:
http://juralibertaire.over-blog.com/article-la-bataille-d-athenes-40800042.html
Sur les émeutes de 2008 en Grèce, lire cette brochure :
http://infokiosques.net/spip.php?article732

Quelques viennoiseries

Braquage à la poste

La poste des Couronneries (quartier populaire) se fait braquer : vers 7h30 du matin les individus sont passés par le toit, ont tenu en joug un employé de banque et une femme de ménage avec couteau et arme de poings et se sont envolé par le porte de sortie avec une somme de150.000 Euros. Ils ont attendu le début du mois pour faire leur petit coup, en effet tous les allocs ' et autres aides arrivent en liquide donc bon voilà quoi... Aux dernières nouvelles, la police cherche encore...

Des DAB (Distributeurs automatiques de Billets) sabotés

Une quinzaine de DAB de banques de Poitiers ont été sabotés dans la nuit du 9 au 10 février, avec un liquide corrosif, celui-ci est en cours d'analyse. Ces actes de sabotages ont été faits, selon la police, en soutien aux sans papiers qui ont été dénoncés par des banques. A noter qu'il n'y a eu aucune revendication de ces actes de sabotage.
Ah oui, un DAB vaut entre 2.000 ET 3.000 Euros : faites les comptes.

Escroc déchu

Un mec de Vierzon s'est fait griller par le GIR (Groupe d'intervention régionaux)de Limoges pour escroquerie, il a amassé, en plus de 6 ans , près de 210.000 euros d'allocs' et prestations sociales. Pour son affaire, il avait créé onze identités différentes - dont celle du chanteur de Trust ou encore celle de Henri IV, preuve qu' il ne manque pas d'humour !- en falsifiant des actes de naissances pour obtenir des cartes d'identités. Et ce sur plusieurs départements : Indre, Cher, Loiret, Nièvre, Haute-Vienne, Vienne. D'ailleurs dans la Vienne, il aurait chopé près de 30.000 Euros. Verdict du procès :3 ans de prison dont 27 mois avec sursis , en plus de rembourser les thunes aux Conseils Généraux...

Du Mitard pour de l'alcool fait-prison

Un détenu de la prison de Vivonne a pris 5 jours de Mitard pour usage abusif de substances autorisées! Il était en train de distiller de l'alcool en mélangeant jus d'orange, sucre et de la mie de pain en guise de ferment.

Descente de flics dans un bahut

Une opération anti-stup a eu lieu au lycée André-Theuriet à Civray (Vienne) : des gendarmes sont venus avec un chien renifleur qui a fait des casiers et des bagnoles, ils ont également emmené une dizaine d'élèves pour les interroger. Curieuse opération, pas de GAV, pas de matos retrouvé donc pas d'inculpation

A propos du comité anti-répression à Poitiers

texte paru sur internet il y a quelques temps

De l'inter-lutte au Comité poitevin contre la répression des mouvements sociaux

Il est issu en grande partie du comité inter-lutte 86, qui, comme son nom l'indique, avait pour volonté de mettre en lien des secteurs « en lutte dans » la région (Education, Hôpital, Entreprises.) et donc par conséquent de rompre l'isolement de certains salariés. Or cela s'est avéré être un échec dans la mesure où le comité ne s'est pas élargi à d'autres secteurs que celui de l'éducation (du mouvement étudiant) dont il provient. Ainsi, s'est posé la question de la pertinence du comité de s'appeler inter-lutte car la " mèche" n'a pas pris. Ce fut une période de lutte malgré les illusions suscitées par les grandes « journées de mobilisations » syndicales : un long et dur blocage de l'université de Poitiers avec occupation ainsi qu'une impressionnante vague publiphobe déferlent sur les panneaux publicitaires de Decaux [1] . Afin d'enrayer cette dynamique et ses potentialités, la Police réagira de manière plus violente et plus provocante (ou en d'autres termes, plus « appropriée »), tel est son essence même après tout : de gestion quotidienne des gestes et des corps. Dès lors, la Répression frappa en deux temps sur les deux mouvements : à commencer sur les étudiants occupants/bloqueurs (certains prendront du sursis) et ensuite sur le mouvement antipub (la presse parle, sans rire, de mouvance "anarcho-autonome" [2]) où une peine de prison préventive de deux mois fut infligée à un camarade. Entre ces deux temps, il y a eu l'expulsion manu militari, brutale d'un squat rue de Paris au 69bis (a proximité du local du « Collectif 23 »)[3]

Ainsi le comité inter-lutte en manque de perspectives politiques et de luttes s'est peu à peu transformé en un comité contre la répression des mouvements sociaux. Ainsi il s'est étendu à tous les individus qu'ils soient membres ou non de partis politiques et/ou syndicats, associations de la ville. Il a permis, et ce dès les premières réunions d'évoquer les expériences vécues avec la Police - ses agissements- et la Justice - machine à broyer- par une partie de la jeunesse militante poitevine afin d'éviter leur isolement face à la répression, du à certaines de leurs positions et pratiques politiques (anarchistes/ libertaires/dits « autonomes»). Ainsi le principe de défense de tout acte à caractère politique doit primer et tout individu doit être défendu quoi qu'il fasse (de l'antipub jusqu'à la manifestation du 10 Octobre 2009 en passant par la réquisition de logements vides).

Or, très vite, on a vu qu'il y avait des contradictions au sein du Comité Anti Répression. Il n'y a pas de positionnement politique défini : seuls l'anticapitalisme et/ou l'antilibéralisme, aux vues des tendances politiques signataires, en sont la base. Bien évidemment, on a vu apparaitre des divergences politiques très claires, surtout après les « évènements du 10 » et la répression policière et judiciaire qui s'ensuivirent. Les divergences ont bien eu lieu par rapport au Comité de soutien des deux étudiants incarcérés qui s'est positionné sur une ligne apolitique voire de division entre les inculpés et incarcérés [4] et une démarche innocentiste qui n'avaient pas de sens aux yeux de nombreuses personnes du Comité Anti Répression. Ce dernier a organisé une manifestation avec un discours politique clair et précis : solidarité avec tous les inculpés, arrêts immédiats et inconditionnels des poursuites...

Devenir un réceptacle des luttes partisanes?...

La journée du "10 Octobre" est l'affaire dans cette petite ville aux apparences calmes mais un enjeu politique national majeur se joue très clairement en Poitou-Charentes. Ici, c'est le fief de « Ségo», la préfecture est à droite (M .Tomasini -l'expulseur de Cachan [5], un proche de Pasqua et de Sarkozy) et Claeys- le maire PS - mais pas vraiment ségoleniste-. Tout un petit scénario classique de la politique-spectacle, dans une ville de la « gauche » associative. C'est pourquoi, les organisations de la « gauche interventionniste » et d'extrême gauche vont surenchérir sur le thème de l'insécurité afin de se l'accaparer comme tremplin pour les prochaines élections régionales. C'est à ce moment là que l'on a vu certaines organisations rentrer dans le Comité Anti Répression avec des arrière-pensées électorales : la « déclaration solennelle » signé par des élus de « gauche » avec celui du Modem de la Communauté d'Agglomération de Poitiers affiche clairement une volonté de concurrencer Hortefeux dans sa politique répressive ("Les casseurs qui ont dégradé Poitiers doivent être arrêtés et jugés. Leurs actes sont injustifiables et inexcusables"[6]. Encore une fois les élus « de gauche » ont prouvé leur médiocrité voire même leur allégeance au discours et au parti dominants. A ce jeu là, il est vrai que le Parti Communiste poitevin nous a fait rire avec sa vision paranoïaque et « complotiste » des faits : grosso modo, c'est Hortefeux et sa police qui a tout financé, tout orchestré, même le tract d'autodéfense juridique [7] Bref... Ce qui est assez marquant de la part d'organisations se réclamant comme des relais des travailleurs, des opprimés et des laissés pour compte, ne faire aucun discours conséquent, ni même une analyse autour des questions concernant l'enfermement

(prison, psychiatrie par exemple).C'est une véritable occasion manquée de leur part dans la mesure où un des plus grands centres de détention "nouvelle génération"[8] de France s'est construit dans la région (Centre pénitentiaire Poitiers-Vivonne).

Ainsi, des oppositions politiques au sein du Comité sont établies, la « déclaration solennelle » est en quelque sorte une déclaration de guerre... Elle met en lumière les divergences et montrent que le comité anti répression peut être aussi perméable à ce type de comportement nauséabonds : la délation, une certaine forme de désolidarisation, double jeu électoraliste. Ces positions prouvent qu'il y a des ennemis politiques au sein du comité anti répression. Elles tendent également à ébranler la confiance entre les membres du comité qui agissent a priori à titre individuel et non pour leur chapelle politique. Ces mêmes personnes qui dénoncent « l'ultragauche » comme le jouet politique de l'épouvantail électoraliste de « l'ultra droite » à la Hortefeux [9] considèrent le comité anti répression également comme un jouet.....

... Ou une force de proposition contre la résignation ?

Or, le comité poitevin contre la répression des mouvements sociaux, comme tout autre comité anti répression et/ ou caisse de soutien/solidarité peut être autre chose qu'un jouet politique .C'est pourquoi, il ne peut se contenter de rester qu'une force de défense d'inculpés ou autre incriminé par la Justice. Le comité anti répression est là avant tout pour soutenir politiquement, financièrement, en organisant soirée de soutien, création de caisse, appel à d'autres caisses... Et aussi moralement en brisant l'isolement des inculpés. Le Comité peut offrir des armes juridiques en appelant des avocats, en distribuant des tracts ou brochures d'autodéfense juridique [10 et 11]. C'est une arme politique intéressante grâce au nombre et la solidarité donc éminemment nécessaire et stratégique même si persiste toujours un sentiment d'impuissance ; et c'est « normal » étant donné le rapport de force qui n'est pas en notre faveur et qu'actuellement les luttes ne paient guère (mis à part quelques lots de consolation telle que la grève générale en Guadeloupe ou bien la lutte des « Contis »).Cependant, le comité anti répression est un moyen - comme un autre - de « conscientisation » politique d'un nombre de personnes méconnaissant les dispositifs de contrôle et de gestion des affects et des corps par la Police et de sa Justice au moment de lutte et/ ou mouvement social réprimé durement (comme ce fut le cas pendant le CPE en 2006, ou bien à St Nazaire en 2009). Ces situations créent des rencontres et des dynamiques dépassants les cadres et les milieux militants habituels en touchant toutes les générations, les professions. De plus, cela a pour effet de démystifier toutes les croyances citoyennes en la Justice juste (sic) et ses fondements: Les Droits de l'Homme, pourtant invoqués lors de la défense d'inculpés/prévenus. [12]

Ainsi, le Comité Anti Répression n'est pas dans l'expectative ! C'est pourquoi ce serait intéressant qu'il devienne une force d'action et d'analyse politique , de proposition et un lieu de débats plus conséquents sans pour autant devenir un groupe politique à proprement parlé ou bien une organisation, mais comme un outil rodé qui est là, présent, prêt à être utiliser à tout instant face à la repression. Et si possible loin des querelles de chapelles. Là risque de se poser des problèmes avec les organisations/syndicats, et associations soutenant le comité anti répression et de leur degré d'implication surtout lorsqu'il s'agit de défendre des actes politiques se démarquant clairement de leur méthode/stratégie ou même pire de leurs convictions politiques et philosophiques, nous verrons.

Pour finir, ce serait nécessaire et donc intéressant que les caisses de soutiens, et les comités anti répression qui ont pullulés dans plusieurs villes ces dernières années au gré des luttes successives et de la répression qui s'en est suivie, se connectent un peu plus, se rencontrent afin de discuter de nos expériences locales vécues pour y faire émerger une force, une arme : à commencer par celle de la solidarité![13]

Notes :

[1] Article Centre presse du 6/05/09 (Denys Fretier)
[2] Article Centre presse du 20/05/09 (Denys Fretier)
[3] Réponse à l'article de la Nouvelle République du 27/05/09 (Vincent Buche) dans « La Mère Peinarde » : avec description précise de l'interpellation.
[4] La ligne du collectif de soutien aux deux étudiants « oublia » dans un premier temps l'autre incarcéré Patrick considéré comme marginal (la presse disait même qu'il était SDF !). Donc, il interpréta cette ligne comme « une défense de classe » de jeunes privilégiés (car étudiants-ayant-un-avenir) en plus de la composante du comité : élus et notables de la ville.
[5] Mr. Tomasini décréta l'expulsion du plus grand squat de France situé à Cachan où plus de 200 familles, en majorité africaine y vivaient. http://www.hns-info.net/spip.php?article8922
[6] Déclaration solennelle du maire signé par les élus : http://grenoble.indymedia.org/2009-10-29-elus-de-gauche-et-double-jeu-a
[7] Fac-similé distribué lors de la manif organisé par le Comité Anti Répression du 19 octobre.
[8] Prisons « nouvelles générations » : Partenariat Public/Privé. Les groupes privés ne se contentant pas seulement de construire (ex : Eiffage ou Bouygues) mais régiront des aspects de la vie des détenus.
[9] Dessin d'AdèLE vu sur http://www.justicepourtous.org/
[10] Face à la Police, Face à la Justice: http://infokiosques.net/spip.php?article538
[11] Guide du manifestant arrêté : http://www.guidedumanifestant.org/
[12] Contribution aux discussions sur la répression antiterroriste : http://infokiosques.net/imprimersans2.php?id_article=761
[13] les caisses de solidarité
http://juralibertaire.over-blog.com/pages/Les_caisses_de_solidarite-2267931.html

juste une manière de "tenir" les élèves, de faire peur. Il faut souligner que cette opération fut approuvée par le corps professoral et le proviseur qui auraient eu pour but de prévenir la consommation de stupéfiants. Merci les profs...

Des nouvelles du tribunal post-10 octobre

Le 19 février dernier la cour d'appel a confirmé pour S et J-S les peines requises en première instance à savoir 6 mois avec sursis pour jets de projectiles sur les keufs. Meme peine confirmée en ce qui concerne L pour bris de cabine telephonique et incendie volontaire de conteneur à ordures. En revanche pour C la cour a estimé qu'il n'y avait pas de preuves assez suffisantes quant à sa qualité de complicité avec L: relaxe mais condamné a 300 euros d'amende pour refus de prélèvement d'ADN. Pour Ch., le témoignage du Mr Papineau n'est pas retenu car il n'y a pas de reconnaissance physique formelle (Ch. est accusé d'etre présent au Pont Neuf lors du passage de la manifestation, chose qu'il nie depuis le début), par contre il prend 2 mois avec sursis pour détention de fusée de détresse.
Pour finir, S. ne veut pas en rester là, donc il a décidé de se pourvoir en cassation s'il peut avoir accès à l'aide juridictionnelle...Donc à suivre...

Deux relaxes pour des refus de prélèvements

Le 23 février comparaissaient deux étudiantes, et militantes à la fédération anarchiste, S et A, pour avoir refusé de donner leur ADN. Elles furent relaxées par la Cour, car celle-ci n'a pas établi de liens entre elles et les faits du centre ville , ainsi leur placement en GAV fut jugé déplacé et leur refus de prélèvements justifiés!

Encore pour des sucettes

Le 4 mars dernier , G passait devant la Juge pour dégradation et vol de panneaux publicitaires. Il est clair et évident que c'est un acharnement des policiers , en effet ces derniers ont falsifié le PV- ils se contredisent même-, qui ont monté de tout pièce le dossier. Seulement avec quelques grammes dans le sang et le fait qu'il passe pour la troisième fois au tribunal de Poitiers pour des faits similaires, sa culpabilité ne fait aucun doute pour la procureur qui a donc requis 1 mois ferme. La Juge, malgré son attitude insultante et infantilisante envers G., ne suit pas la réquisition et donne 70 heures de TIG (travail d'intérets generaux).

Cœur d'Agglo : *Guerre et paillettes*

Avertissement : Cœur d'Agglo n'est pas un projet typiquement poitevin. Il faudrait même le qualifier d'ajustement, de remise à niveau face à la forme-capital moderne par la restructuration des agencements urbains, dans le but de parfaire le contrôle et de fluidifier (donc accélérer) l'accumulation de valeur. En ce sens, Cœur d'Agglo n'est qu'un point d'une opération globale, à la différence, peut-être, que les volontés affichées par la Mairie nous annoncent une ambition bien particulière : « Poitiers doit avoir ce coup d'avance » (Alain Clayes, Maire de Poitiers). C'est ce coup d'avance là, qui précise l'importance de la guerre qui se joue. Poitiers, l'avant-garde ...

Interroger les fonctions de l'urbanisme, c'est décortiquer les techniques jusqu'à y déceler les armes. Avant de se pencher sur les différents champs d'intervention, il est nécessaire d'étudier la communication qui les précède.

Du brut et de l'avance

La propagande affectée à Cœur d'Agglo n'est pas subtile. Elle est brute, comme s'il n'y avait plus rien à cacher. Cette propagande évoque une réelle guerre de territoire, avec ses aveux de conquête et cet antagonisme créé et assumé, entre ce qui est et ce qui n'est pas encore mais qui sera.

Yves Lion, architecte-urbaniste, a été désigné comme chef de projet. Il a notamment œuvré à la construction de la Cité de la Méditerranée à Marseille dans le cadre du plan d'Euroméditerranée . Voilà sa technique : « Cependant, si cette ville veut évoluer, il faudra que des changements soient opérés dans l'appréhension globale du territoire […] En ce sens, l'extension du périmètre d'Euroméditerranée est une opportunité à saisir […] Ainsi, on pourrait réintégrer dans l'agglomération des cités qui, même si elles ne sont pas en banlieue, sont quand même assez exclues du système urbain ». Ses intentions ne peuvent pas être plus concrètes : appréhension globale, extension, intégration au système urbain. Tout prendre et reprendre sans rien laisser. Ce schéma d'intervention est largement perceptible dans Cœur d'Agglo.

Comme il est dit dans un des PDF de présentation de « Poitiers : Coeurd'Agglo », ce projet « s'inscrit dans une dynamique globale d'aménagement urbain ».

Il s'appuie sur quatre missions fondamentales : 1) Reconquête des cours d'eau (La Boivre et le Clain) cf. article jardin ; 2) Rénovation urbaine affectant tous les secteurs, aménagement de structures qui « transformeront l'image et les usages de Poitiers » ; 3) Dynamisation des flux (construction de l'axe Mignaloux-Futuroscope vers lequel un Alinéa verra le jour), attraction accrue du centre-ville ; 4) Alibi écologique à peine mis en avant, piétonnade et Bus à Haut Niveau de Service : « Fréquence, vitesse
et confort, concourent à un changement d'approche des déplacements ».

Pour ce projet, une équipe pluri-disciplinaire d'architectes-urbanistes menée par les Ateliers Lion a été sélectionnée : Ateliers Lion (architectes-urbanistes), Ilex (urbanisme et paysage), A2i (architectes-urbanistes), Citec (déplacements et équipements de régulation), TEREA (expertise environnementale), MA Studio (conception et arts plastiques). Rien n'est épargné.

Cette équipe, d'expertise et d'intervention, a pour objectif de fixer un plan de référence du centre ville et de l'hypercentre afin d'appréhender et de superviser toutes les « opérations d'aménagement et de construction susceptibles d'être entreprises à court et moyen terme ».

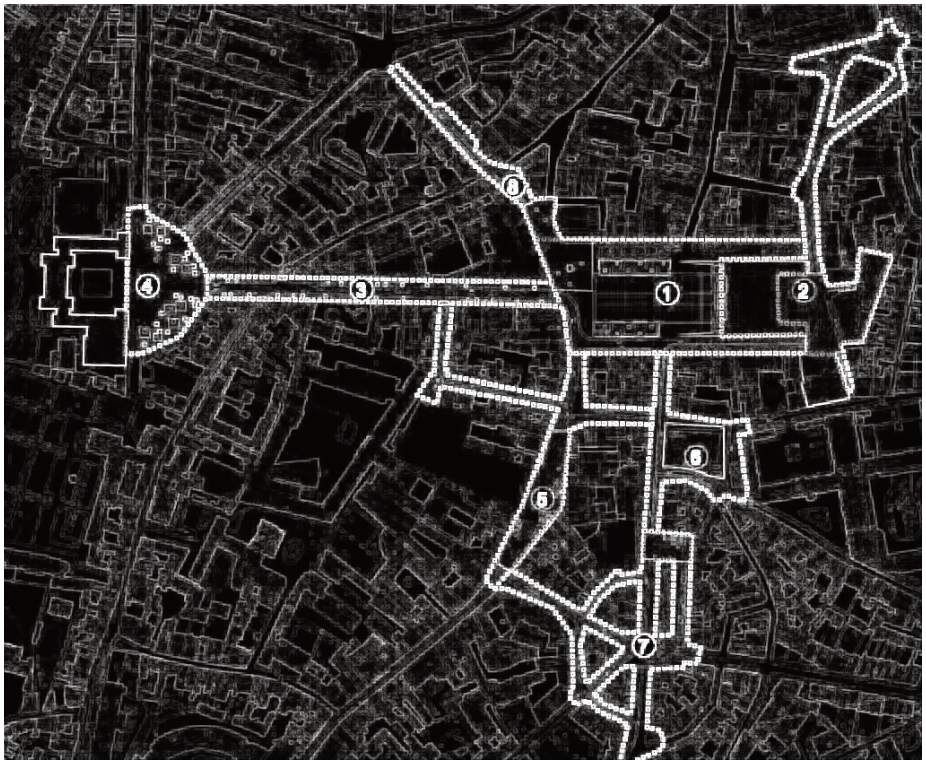
Cette première étape amorce l'opération globale. En effet, il est souligné, en second point de la présentation, que la finalité de ce plan de référence est de définir une « Charte Urbaine qui guidera les maîtres d'ouvrages afin que les futurs aménagements de l'espace public suivent une grammaire ». Là est l'ultime détail de guerre. Une grammaire irréversible, un système urbain quadrillé par les aménagements et matériaux adéquates au contrôle du bios et à la perfection du système des flux.

Place Carnot : Agriculture Biologique en fond !

Vue sur les différents champs de bataille

(Le vocabulaire utilisé est en grande partie celui de la présentation)

5 plans d'intervention sont arrêtés :
1)Un axe vert de la Préfecture aux Jardins du Puygarreau : cet axe vert est défini comme tel grâce à la présence d'arbre disposés en séquence le long de la rue Victor Hugo étiqueté « site propre ».
2)Le grand parvis de la Place Leclerc est réaménagé en zone piétonne. La rive nord, exposée au soleil, accueille les terrasses de café. Une « placette » est aménagée comme lieu de repos, plantée d'arbres et animée d'une fontaine, point fraîcheur.
3) Le secteur Carnot élargi et planté. Des arbres sont plantés, toujours dans l'idée de multiplier les « petits lieux plantés ». Le rez-de-chaussée du parking Carnot pourrait être aménagé en une surface commerciale de taille petite ou moyenne. (Un magasin Bio est présenté sur les images de synthèse)
4)Les Jardins du Puygarreau : ces jardins constituent un poumon de verdure, plaçant ainsi l'Hotel de ville au sein des espaces réaménagés. Les jardins seront fermés durant la nuit.
5)Magenta : Cet endroit, anciennement lieu de retrouvaille pour commerce extra-magasin, n'échappe pas à la règle de la piétonnade. Les clôtures du square de la République sont supprimées et l es jardinières déposées. Des terrasses peuvent ainsi potentiellement se développer le long de la façade nord.



1 : Place d'Armes, 2 Jardin du Puygarreau, 3 : Rue Victor Hugo, 4 : Prefecture, 5 : Carnot ; 6 : Magenta ; 7 : Petit Bonneveau ; 8 : Rue de la Marne (Marrée chaussée)

Faire une analyse plus poussée des différents aménagements serait inutile face à ce que Cœur d'agglo induit comme globalité. En effet, il n'est pas nécessaire d'habiter Poitiers pour se rendre compte du type d'opération qui se mène ici. Besançon, Strasbourg, Marseille, Paris, Nantes, etc. ont tous un point commun avec Poitiers Cœur d'agglo : la logique de restructuration des aménagements urbains dans le cadre d'une volonté économique d'attractivité et une volonté gestionnaire de contrôle des flux. C'est de cette globalité là que nous pouvons d'ores et déjà déceler un concept, celui de la forme moderne d'appréhension globale du territoire, la métropole.

Un concept : Ville IKEA

Sur le site dédié à Cœur d'Agglo, un dossier de déplacement est disponible. Il indique le nouveau mode d'organisation de la circulation. Ce mode s'appuie sur un système en boucle. Il y aura désormais 4 boucles, toutes reliées à la ceinture de l'hypercentre. Ce système de boucle s'est déjà trouvé un schéma : un boulevard = une porte d'entrée= un parking. Il est d'ailleurs précisé dans ce dossier « On se gare et on marche vers le centre ville ». Déjà, nous retrouvons les premiers termes Ikea : un itinéraire simple à retenir et des signalisations dynamiques. Les adaptations linguistiques, tel que « placette » ou encore « petits lieux plantés », « point fraicheur » et « BHNS », ne sont pas seulement des ustensiles de modernitude, mais bien des éléments du concept en lui-même. Attribuer à des lieux une utilité unique, c'est en faire, dans un système urbain, un agglomérat d'univers. Parler de zone rencontre, de zone piétonne, de zone terrasse, de zone fraîcheur, de zone verdure, de zone parking, de zone entrée, de zone boulevard, de zone commerce, de zone propre est bien une opération d'appréhension globale du territoire, comme ce qui est fait à Ikea dans leur système de déplacements et d'attribution de lieux de vie comme univers singulier. Le même processus s'enclenche à Poitiers : faire d'un plateau, d'une toile urbaine, un réceptacle de lieux de vie conceptuels traversés par de multiples flux, permettant d'aller et de venir à travers la multitude d'univers plastiques proposés.

Au délà de Cœur d'Agglo

Cœur d'Agglo n'est qu'une pièce du puzzle de déplacements poitevins. Il en est bien sûr une pièce centrale mais il est important de rappeler que le puzzle en lui-même représente une toile d'araignée sur laquelle nous pouvons lire, Projet Trans-Line (Nantes-Poitiers-Limoges-Clermont-Lyon), LGV Sud-Europe et Poitiers : Etoile ferroviaire. Parce que rien ne peut être séparé, il est important de rappeler qu'une résistance sur divers plans s'est vue apparaître contre le projet LGV Poitiers-Limoges, que le futur tracé d'un Poitiers-Nantes ne se fera pas sans encombre et que Cœur d'Agglo n'a pas que de beaux jours devant lui.

A Clayes de finir : « Il faut augmenter le champ des possibles. Poitiers doit avoir ce coup d'avance. Elle deviendra ainsi une véritable étoile ferroviaire ».

On verra . •••

Toutes les informations sur Cœur d'Agglo (notamment les diverses citations) sont disponibles sur le site de la Cap et de la Mairie.

Destruction bienveillante

Poitiers, novembre 2009, la municipalité s'affaire autour d'un nettoyage d'hiver. Dans le cadre du projet d'urbanisme « Cœur d'Agglo », elle s'attèle à une noble cause: la « reconquête » des cours d'eau. Sus donc aux jardins en friche et autres garages abandonnés. Place à la blanche ligne d'une promenade aménagée qui viendra épouser les berges de l'onde claire du Clain. Les enjeux politiques poursuivis sont clairement lisibles dans le texte de présentation du projet. Il s'agit de « transformer l'image et les usages de Poitiers ». La croisade urbanistique se joue alors sur deux aspects d'un même dispositif. D'une part gérer les usages des espaces, c'est à dire en définir les limites légales. Et pour les faire tenir, en assurer l'apparence. Certain-e-s raisonneront en termes de sécurité, d'autres percevront ce que la ville devient peu à peu: une zone aseptisée. Plus de place pour le non rentable, pour ce qui n'apporte pas son concours à une ville plaisante où il fait bon vivre le tourisme. Tourisme au sens propre, tourisme comme rapport d'étrangeté à l'espace urbain.

Pourtant ces terrains, avant qu'ils ne soient pris d'assaut par la manœuvre municipale, étaient habités d'autres présences et d'autres usages. A l'écart du béton et des sirènes du centre ville, il était possible de s'y retrouver, voir d'y dormir, le temps d'une soirée festive ou d'un campement sauvage. Ils abritèrent en outre l'amorce d'un jardin potager, une ruche, ainsi que divers outillages mis en commun. Ressort de ces différentes pratiques une volonté de se ré-approprier un espace en même temps qu'un rapport à la ville. Autre chose aussi: le désir d'éprouver une certaine forme de partage, qui ne se vit qu'en s'affranchissant de la valeur dominante ambiante, la propriété.

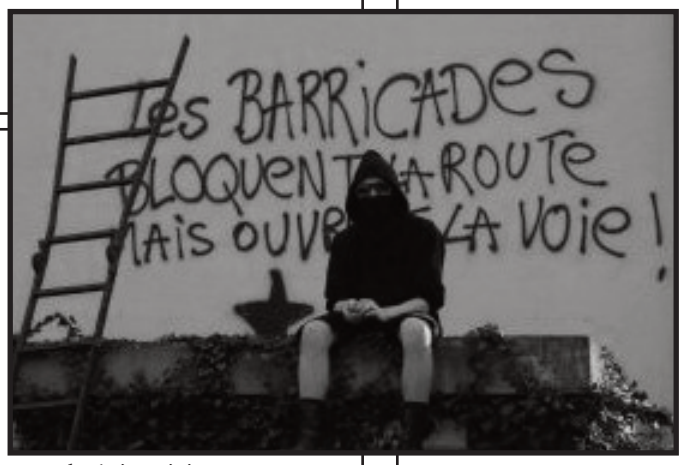
Au « Jardin » comme certain-e-s le nommaient, c'était celui ou celle qui passait qui en déterminait l'usage immédiat. Cela signifiait sortir de l'automatisme où l'on demande toujours la permission, quand le mot d'ordre est que rien ne doit déborder des cadres établis, où échapper aux mandatés trônant au sommet de la pyramide démocratique. Une expérience incompatible avec une politique gestionnaire qui, s'engageant dans une sorte de guerre de territoire, cherche à faire de la ville une zone sous contrôle.

Retours sur la prison de Vivonne.

Des Révoltes

Pour commencer, il y a eu cette petite histoire : 3 personnes tombent pour avoir manifesté contre le le système carcéral. A leur arrivée, des élans de solidarités naissent, des détenus ont le sourire aux lèvres comme le jour de leur transfèrement effectué par les ERIS. Certains posent des questions aux plus jeunes des 3 : « C'est vous qui étiez venus nous libérer? », d'autres remercient: « Ça m'a fait plaisir de voir Poitiers se faire défoncer, paraît que vous avez défoncé les keufs aussi? »... Gênés par cet engouement, les jeunes étudiants clamèrent leur innocence sur les actes dits violents. Aussitôt certains comprennent qu'ils n'y sont pour rien, mais qu'importe ! (peut-être qu'au fond ils ne sont pas là par hasard?). Un mouvement de refus de retour en cellule s'amorce, cela dure un petit quart d'heure... le petit quart d'heure pour marquer la solidarité avec les incarcérés et la résistance face à ce système carcéral, le petit quart d'heure qui fait que certains feront du mitard! Malgré cela, des liens seront tissés, avec par exemple une certaine attention et protection des jeunes étudiants...

Ce premier acte ne sera pas le seul, le dernier enfermé des trois, P. (qui resta un mois sous les verrous) connut deux autres refus collectifs de retour en cellule dont un avec tabassage d'un détenu téméraire isolé par une bande de matons. La distance et la séparation imposées par le systeme electronique sont ce que les détenus dénoncent en premier lors de ces mouvements, le modernisme incarné par le high-tech déshumanise disent-ils.



Un Mort

Entre temps, la prison connait son « premier mort » : un homme de 56 ans , une crise cardiaque l'emporte ce qui fera dire au parquet qu'elle est « naturelle ». Un mort parmi les 129[1] de 2009 en taule donc (suicides ou morts suspectes). Naturelle, c'est bien le mot donné a une mort.

Rappelons, que le nouveau directeur du Centre pénitentiaire, Claude Ramir, fut directeur du centre de détention d'Argentan dans l'Orne (en Normandie) où il a vu également un des ses détenus décédé en février 2009[2]. Cependant les détenus ne sont pas dupes , et encore moins un membre du personnel pénitentiaire :

« Il n'y a pas de médecin la nuit en prison. Ce qui s'est passé, c'est que le détenu, pris d'un malaise, a alerté un surveillant en actionnant son bouton d'appel d'urgence. La direction a ensuite appelé le Samu au CHU.[...] Entre le CHU et la nouvelle prison ou plus exactement entre l'appel au CHU et l'intervention réelle dans les cellules, poursuit notre interlocuteur, il faut désormais une vingtaine de minutes pour que les secours arrivent alors qu'avant, à la maison d'arrêt de la Pierre-Levée de Poitiers, le Samu mettait moins de dix minutes. Le problème, c'est l'éloignement de Poitiers et de Vivonne.»

L'éloignement , une des nouvelles donnes de ces nouvelles prisons construites aux abords des villes. Le personnel s'interroge sur les conséquences que l'automatisation de la gestion de la vie quotidienne des détenus, comme par exemple les portes ou les bornes électroniques, va engendrer dans leurs relations avec les détenus.

Un mois plus tard, la prison est pleine,mais ça,on le savait même avant qu'elle soit construite.

Notes : [1]http://www.prison.eu.org/spip.php?page=rubrique&id_rubrique=68
[2]http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2009/02/16.php

Des Grèves

Ces derniers mois, il y a eu des mouvements de grèves du personnel qui travaille dans cette prison :

La coordination nationale des infirmières a fait grève le 23 décembre pour pouvoir délivrer des soins de qualités dans la prison de Vivonne car elle estime que « les professionnelles n'ont pas les moyens logistiques et humains pour assurer une prestation sanitaire de qualité ».

Bien évidemment c'est du aux conditions d'incarcération, à la surpopulation et fait aussi écho au décès du détenu en Octobre dernier...[1] Quelques jours plus tôt le 15 décembre , ce furent les matons qui firent grève car ils flippaient de l'évolution de leurs rapports avec les détenus qu'ils collent au cul jour et nuit. Lorsque ce sont des problèmes de canalisation qui sont mis en avant, ou bien le manque d'effectifs pour acceuillir ces arrivées massives de détenus, c'est avant tout des problèmes de relations, et donc de rapports de force avec les détenus qui sont en cause, d'autant plus lorsque les heures supplémentaires, et autre primes ne sont pas versées à temps...[2]

Notes :
[1]http://www.lanouvellerepublique.fr/dossiers/actu/index.php?dos=prisons&num=436522&PHPSESSID=ea1e18bd4439e2d0170ff8777c15464d
[2]http://limousin-poitou-charentes.france3.fr/info/poitou-charentes/Vivonne-(86):-grogne-des-gardiens-de-prison.html

17000 places encore.....

Ces deux grèves ne font que nous rappeler le malaise qui persiste dans les prisons françaises. D'autant plus dans ces nouvelles prisons qui sont à l'image du rapport de force social qui se joue à l'extérieur. Le phénomène de privatisation de la violence d'État n'est pas récent (on l'utilise généralement aux confins de notre Empire pour les matières premières par exemple...). Cette privatisation de la gestion des corps et des affects des détenus est un processus qui s'est enclenché depuis les grandes vagues de marchandisation des domaines appelés publics qui enrégimentent nos vies : Éducation, Énergie,Transports. De même la prison est touchée par ce phénomène. Marchandisation et privation de liberté font bon ménage. Ici, même à la Prison de la Pierre-Levée les détenus travaillaient pour Vitalis (Régie de Transport dans la CAP) donc indirectement pour les Étudiants (en effet les bons de réductions en tout genre - sports, loisirs, bouffes,spectacles..- offerts lorsqu'un étudiant s'abonne à l'année, sont faits par les taulards en Été). Tels des charognards, ils n'avaient plus rien à faire, le plus important était déjà fait , il ne reste plus que la carcasse à picorer comme le font Bouygues, Eiffage et autres architectes parisiens.

Ces charognards se frotteront encore les mains, car à peine commencé le plan 13200 lancé en 2002, il y a le plan 17000 qui est dans les cartons (sic), celui-ci arrive pour les prochaines années, un business avoisinant les 500 millions d'euros, soit le double de l'an dernier.

« Nous voulons définir de nouveaux concepts » soutient 'un responsable.

Ce sont des projets énormes alliant architecture et nouvelles technologies de contrôles modernes avec plus d'informatique et d' électronique en y associant un peu de cybernétique. Ce qui fera dire a un maton:

“Un poste de surveillance centralisé, dernière version, c’est Star Trek!”

Source : http://dndf.org/?p=5392

Rien ne va plus

Poitiers. 10 octobre. Prison de Vivonne. Casse. Incarcération. Barbares. Émeute. Bouygues. Papineau. Bureaucrates. Clayes. Tags. Papinade. Vandales. Braquage. La Poste. Sans-papiers. Centre de retention. Vincennes. Cachan. Tomasini. CRS. Gaz. Repression. Urbanisme. Metropole. Coeur d'Agglo. Yves Lion. Etoile Ferroviaire. Ligne à grande vitesse Poitiers-Limoges. Incendie. Euroméditerranée. Economie. Sabotage. BAC. Election. DemoKratie. Kapital. Global. Local. Ecologie. Vert. Copenhague. Mobilisation. Spectacle. Total. Pénurie. Afghanistan. Strasbourg. Burka. No-TAV. Engins. Anarchistes. Dispositif. Contrôle. Non-vie. Pub. Sucette. Mobilier urbain. Système. TIG. Bris. Tribunal. Amendes. Citoyen. Sursis. GAV. ADN. Justice. Polis. Commune. Opération. Pavé. Fourgon. Travail. Salaire. New Fabris. Sauvageons. Bouteille. Interim. Cocktail. Pôle Emploi. Lycée. Police. Propriété. Vigile. Exploitation. Rapport social. Violence. Identité. National. ETA. France. Anti-France. Humanitaire. Esclavage. Séisme. Evasion. Haïti. Bwana. Guadeloupe. Organisation. Pillage. Grève. Crise. 70. Restructuration. 77. Débordements. Service d'ordre. Cache d'armes. Technologie. Moderne. P38. Perquisition. Guet-apens. ISF. Armes de guerre. Association. Idée. Malfaiteurs. Militants. Séparation. Délinquants. Époque. BOOM. Hasard. Impossible. Communisme.

Les jeux sont faits.